

i.A.22.14.7.3.-CB/SRA

Bern, den 5. Juni 1990

VERTRAULICHInformations hebdomadaires 23/90

<u>Index:</u>	<u>Page</u>
1) OCDE: Conférence ministérielle, 30-31.5.1990	2
2) Treffen der Staatssekretäre der Neutralen in Stockholm	6
3) Gespräche von Botschafter J. Staehelin in Bonn (29. Mai 1990)	11
4) Gespräche Botschafter G. Ducrey, J.C.A. Staehelin mit Prof. Tiit Made, Estnischer Volksdeputierter. 28.5.1990	17
5) Frühjahrssession der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt (29. - 31. Mai 1990)	19
6) Ausserordentliche Tagung des Exekutivkomitees des Hochkommissariats der Vereinten Nationen für die Flüchtlinge, Genf, 28. - 30. Mai 1990	20
7) Expertengruppe der Vereinten Nationen über wirtschaftliche und soziale Auswirkungen des Drogenhandels unter schweizerischem Vorsitz	21
8) UNIDO: 6. Session des Industrie-Entwicklungsrates (IDB) Wien, 28. Mai - 1. Juni 1990	22

1) OCDE : Conférence ministérielle, 30-31.5.1990
En bref

Placée sous présidence suisse (Conseiller fédéral Delamuraz), Ministérielle a siégé à Paris les 30 et 31 mai. Délégation suisse conduite par Conseiller fédéral Felber et secondée par Secrétaire d'Etat Blankart.

1.

Situation économique jugée globalement rassurante donne assise à coopération OCDE dont renforcement souhaité i.a. selon axes suivants

- Politique économique: accroître épargne, comprimer déficit budgétaire, maîtriser inflation, mieux intégrer écologie.
- Politique commerciale (à part soutien acquis à réussite Uruguay Round): Réforme agricole permettant jeu forces du marché, réduction subsides industriels, encadrement général post-Uruguay Round notamment dans secteurs nouveaux, notamment services.
- Relations Non-Membres: Intensification contacts surtout avec pays Est européens, articulation des formes exactes de cette coopération.

2.

Volonté yougoslave adhésion pose franchement problème élargissement OCDE et partant son rôle et structures futures.

3.

Uruguay Round - particulièrement volet agricole - fut point de mire des Ministres qui ont relevé défi consistant à faire avancer à l'OCDE substance négociation GATT. Blocage, attendu, sur agriculture, dû à incompatibilité positions américaine et communau-

taire, permet mieux circonscrire obstacle. Identification des progrès nécessaire dans les différents secteurs ainsi que ferme déclaration ministérielle d'intention politique jugées positives. Objectif Round reste entier et ambitieux dans son calendrier (décembre 1990) et son contenu (15 secteurs).

Situation économique / Environnement: Die Minister betrachteten die Wirtschaftsentwicklung im grossen und ganzen als zufriedenstellend, sahen aber auch gewisse Probleme. Die beiden am häufigsten genannten Probleme sind die Inflation und die zu niedrige Sparquote. Vor allem die amerikanische Delegation betonte indessen, dass die angestrebte Reduktion der Inflation das Wirtschaftswachstum nicht gefährden dürfe und die Erhöhung der Sparquote Hand in Hand mit einer Reduktion der Ertragsbilanzungleichgewichte gehen müsse.

Diese Ziele sollen mit einer konsequenten und ausgewogenen makroökonomischen Politik und weiteren Schritten in der Strukturpolitik angestrebt werden. Das Strukturüberwachungsprogramm der OECD erhielt im allgemeinen gute Noten. Die Minister unterstrichen in diesem Zusammenhang die Bedeutung einer gegenseitigen Prüfung auf multilateraler Ebene als Mittel, den Reformprozess zu fördern.

Im Umweltbereich hoben die Minister hervor, dass die wirtschafts- und umweltpolitischen Entscheidungsprozesse integriert und die Marktmechanismen genutzt werden müssen. Sie zeigten sich ausserdem vor allem hinsichtlich der Möglichkeit eines internationalen Klimawechsels besorgt. Verschiedene Minister betonten, dass mit konkreten Aktionen nicht zugewartet werden kann, bis über die wissenschaftlichen Zusammenhänge komplette Klarheit herrscht. Konkrete weitere Impulse sind von der Ministertagung des Ausschusses für Umweltfragen, die im Januar 1991 stattfinden wird, zu erwarten.

Le renforcement du système multilatéral des échanges: A six mois de la fin de l'Uruguay Round, la réunion offrait une occasion unique aux Ministres responsables du commerce pour donner une impulsion politique indispensable au processus de négociations.

Ce point a donné lieu à une discussion substantielle sur tous les problèmes clés. Le débat s'est en fait déroulé durant le déjeuner de travail prolongé du premier jour consacré au communiqué, et non pas en séance plénière. On a assisté, comme on pouvait le prévoir, à une épreuve de force entre les USA et la Communauté sur le dossier agricole. Les premiers ont insisté sur le fait que les négociations doivent viser des engagements spécifiques dans chacun des domaines couverts, à savoir le soutien interne, obstacles à l'accès aux marchés et subventions à l'exportation. La Communauté a privilégié une approche plus globale de réduction du soutien et de la protection à l'agriculture. Un rapprochement n'a pas pu avoir lieu. Le constat de cette divergence a été franchement et clairement exposé dans le communiqué.

Il serait hâtif d'interpréter une telle issue négativement. D'une part, l'OCDE n'est pas le forum de négociation et on ne pouvait pas attendre qu'une véritable percée négociatoire ait lieu en la matière à Paris. D'autre part, l'apparition des divergences est l'expression du fait que les Ministres se sont attaqués vraiment à la substance et ont débattu en toute franchise de questions particulièrement difficiles. Les Ministres ont d'ailleurs exprimé leur détermination n'épargner aucun effort pour tenter de trouver un terrain d'entente d'ici à juillet au GATT.

Une autre opposition USA-CE s'est manifestée au sujet du renforcement des procédures de règlement des différends. La CE voulait lier ce renforcement à l'engagement - visant en premier lieu les USA - à ne plus recourir à des mesures unilatérales.

Les discussions ont fait ressortir non seulement les points divergents entre pays de l'OCDE, mais aussi et surtout les points

de convergence. En fin de compte, les Ministres ont exprimé "leur détermination à prendre les difficiles décisions qui s'imposent et à donner pour instruction à leurs négociateurs d'avancer rapidement, en particulier dans les domaines où subsistent d'importantes divergences".

Relations avec pays non membres de l'OCDE : Les pays de la zone OCDE sont pleinement conscients que la transition vers ou l'adoption par certains pays en développement et de l'Est européen des deux valeurs fondamentales de l'OCDE que sont la démocratie pluraliste et l'économie de marché constituent pour l'OCDE un défi majeur. L'émergence d'économies de marché supplémentaires sur le plan mondial accélère le phénomène de la globalisation. Les pays pris individuellement constituent également les marchés d'exportations des autres. Cette évolution doit impliquer une approche de plus en plus mondiale et de moins en moins régionale ou bilatérale des problèmes économiques devenus communs. Les Ministres ont procédé à un examen approfondi de la contribution possible et du rôle futur de l'OCDE ainsi que de son identité. Ils ont abordé la question de l'attitude à adopter par l'OCDE et des critères à définir face à des demandes d'adhésion à l'Organisation. Ils ont donné mandat de définir une position commune. Face aux pays tiers que sont les nouvelles économies industrialisées, les pays en développement et les pays de l'Est européen en transition, aucune catégorie ne doit être négligée. Les Ministres sont arrivés à la conclusion que le meilleur service rendu à ces trois catégories de pays pour accélérer leur intégration dans le système commercial multilatéral était de réussir l'Uruguay Round. La Yougoslavie a demandé à adhérer à l'OCDE. Les Ministres se sont bornés à en prendre acte.

2) Treffen der Staatssekretäre der Neutralen in Stockholm

1. Am 31.05./01.06. trafen sich, wie dies seit Jahren der Fall ist, die Staatssekretäre der vier europäischen Neutralen zu politischen Gesprächen, eingeladen dieses Jahr von den Schweden. Schweden (Pierre Schori), Oesterreich (Thomas Klestil) und die Schweiz (Klaus Jacobi) waren durch die Nr. 2 der Aussenministerien, Finnland durch den politischen Direktor (Aarno Karhilo für den erkrankten Staatssekretär Wihtol) vertreten, jeweils begleitet durch den Botschafter sowie einen KSZE- und einen regionalen Spezialisten (weitere Mitglieder der schweizerischen Delegation : Botschafter Rüegg, Woker, Widmer). Hauptgesprächspunkte waren die Entwicklungen in der Sowjetunion (inklusive baltische Staaten), in Ostmitteleuropa, die deutsche Vereinigung, die KSZE sowie westeuropäische Integration.

Die Diskussionen zu den einzelnen Gesprächspunkten lassen sich wie folgt zusammenfassen :

2. Sowjetunion (inkl. baltische Republiken)

Einig war man sich, dass ein überstürzt verlaufender Prozess - sowohl was Reformen in der UdSSR, als auch die Unabhängigkeitsbewegung in den baltischen Staaten anbelangt - die akute Gefahr einer Destabilisierung mit unabsehbaren Folgen heraufbeschwört. Wo von finnischer Seite weiterhin an ein grundsätzlich loyales Verhalten der sowjetischen Armee geglaubt wird, zeichnet sich in schweizerischer Perspektive ein besorgniserregendes Problem ab mit der Rückkehr der Militärs aus Ostmitteleuropa nach der UdSSR, wo Unterkunft und Arbeitsplätze fehlen. Die österreichische Einschätzung mit Bezug auf die Entwicklung in der UdSSR ist in jüngster Vergangenheit zunehmend pessimistischer geworden. Mit Bezug auf die baltischen Republiken sieht Schweden im kürzlichen Gespräch Gorbatschew/Prunskiene und seither eine eindeutige Verhärtung der Haltung Gorbatschews. Die Litauer haben in Reaktion darauf in der Sache zahlreiche Konzessionen offeriert, bislang ohne

Reaktion. Wo bleibt der Spielraum für wirkliche Verhandlungen? Allgemein wird über Schwierigkeiten berichtet, in die Republiken einreisen zu können; mit Bezug auf Litauen gilt dies sogar für Botschaftsvertreter aus Moskau resp. Konsulat Lenin-grad. Immerhin sei eine österreichische Medikamentensendung nach Vilnius gelangt.

3. Ostmitteleuropa

Euch bekannte schweizerische Einschätzung der Entwicklung der Reformprozesse in den einzelnen Ländern (PL, H, CSFR, DDR - die wegen Vereinigung allerdings Spezialfall ist - weiter fortgeschritten; ROM, BUL, YUG in zweiter Kategorie) findet Bestätigung in der Beurteilung der anderen Neutralen. Was die daraus resultierende Konditionalität als Grundlage der Zuteilung von Unterstützung anbelangt, so scheint bei Oesterreich eine von den anderen drei leicht verschiedene Haltung durch, indem beispielsweise Hilfe an Rumänien grundsätzlich ebenso gewährt werden könne wie anderen Reformländern. In diesem Zusammenhang erwähnenswert ist die für uns neue, von Schweden informell aufgefangene Anregung der USA, die Kooperation im Rahmen der G-24 (Gruppe der 24 OECD-Länder, Koordination der Osteuropahilfe) auch auf Lateinamerika und die Karibik auszudehnen.

Speziell diskutiert wird Jugoslawien und übereinstimmend als grosses Sorgenkind bezeichnet. Interessant der österreichische Hinweis auf eine anscheinend auch in Serbien rasch wachsende Demokratisierungsbewegung.

Verschiedene Voten behandeln schliesslich die Perspektive bevorstehender, gegebenenfalls massiver Schübe osteuropäischer Wirtschaftsflüchtlinge Richtung Westen, die in einer zweiten Phase auch aus der UdSSR kommen könnten. Von schweizerischer Seite wird dabei auf die Bedeutung des Erstasylabkommen hingewiesen.

4. Neue Sicherheitsstrukturen, KSZE (inkl. Deutschland)

Die schwindende Bedeutung der beiden militärischen Allianzen, insbesondere des WAPA, verlangt kompensatorisch eine grössere Rolle für die KSZE. Wieweit diese neue Sicherheitsaufgaben wahrnehmen kann oder lediglich eine "Entdramatisierungsfunktion" hat, steht noch nicht fest. Aber Genscher und Gorbatschew drängen in die Richtung, damit die Sicherheitsaspekte, welche mit der deutschen Einigung aufgeworfen werden, in einem gemeinsamen Forum behandelt werden. Die Sowjetunion strebt in erster Linie eine Reduktion der deutschen Truppen an. Genscher sucht mit dem KSZE-Forum die Singularisierung Deutschlands zu überwinden. Grössere Bewegungen in den deutschen sicherheitspolitischen Fragen sind möglicherweise nach dem 02. Juli zu erwarten. Mit der Inkraftsetzung des Staatsvertrages ist "innenpolitisch" der "point of no return" erreicht, und die 2 + 4 Verhandlungen dürften intensiv vorangetrieben werden. Dies wiederum könnte sich positiv auf ein CFE-Abkommen auswirken.

Die neuen Aufgaben für die KSZE verlangen eine Institutionalisierung - allerdings eine "leichte", ohne Bürokratisierung. In diesem Sinn bewerben sich die drei anderen Neutralen (allerdings auch aus innenpolitischen Gründen) um den Sekretariats-sitz. Möglicherweise könnte man sich auch ein Sekretariat, welches auf dem Rotationsprinzip beruht, denken. Die Bestrebungen der Schweiz, gegebenenfalls das Sekretariat für die friedliche Beilegung von Streitfällen zur Verfügung zu stellen, wird von den anderen unterstützt.

Der KSZE-Gipfel verlangt eine gründliche Vorbereitung. Im Vorbereitungskomitee sollten die Neutralen ihre Zusammenarbeit intensiver gestalten, um der Tendenz, dass immer mehr Bereiche unter den Grossen diskutiert werden, entgegenzuwirken. Positive Aufnahme fand der Schweizer Vorschlag, in Kopenhagen sollte dem bevorstehenden KSZE-Gipfel empfohlen werden, nächstes Jahr innerhalb der KSZE ein Sondertreffen über Minderheiten durchzuführen. Auch sind sich die Neutralen einig, dass Europarat und KSZE vermehrt zusammenarbeiten sollten. Ein erster Schritt soll mit der Teilnahme der

Generalsekretärin des Europarates an der Konferenz in Kopenhagen gemacht werden. Die Zusammenarbeit in der N + N-Gruppe verläuft häufig nicht befriedigend. Die Neutralen müssen eine gemeinsame Politik vorantreiben, auch wenn sich einzelne der Nichtgebundenen nicht anschliessen können. Wollen letztere jedoch unsere Initiative unterstützen, so sind sie willkommen. Namentlich wollen die Neutralen auch ihre Anstrengungen fortsetzen, um eine volle Teilnahme an den "open skies"-Verhandlungen zu erwirken. Im Hinblick auf die nächste Verhandlungsrunde werden sie erneut ein gemeinsames Positionspapier ausarbeiten, dieses Mal zur Substanz. Finnland wird ein Expertentreffen der vier einberufen, sobald sich herausstellt, wann die nächste Runde stattfindet.

5. Westeuropäische Integration

Die kurze Diskussion zu diesem Punkt bringt die Bestätigung grundsätzlich bekannter Positionen. Von österreichischer Seite wird unterstrichen, dass sich Wien voll hinter den EWR resp. die Verhandlungen dazu stellt. In der Beitrittsperspektive weist Klestil darauf hin, dass für Wien, sollte sich die EG auch in sicherheitspolitischer Hinsicht entwickeln, die Unmöglichkeit zur Teilnahme erst bei der militärischen Seite der Sicherheitspolitik beginne, die wohl auch für einige EG-Staaten unmöglich sei. Schweden unterstreicht die Notwendigkeit, Göteborg (EFTA-Gipfel) zum vollen Erfolg werden zu lassen; speziell wird das mit drei gemeinsamen Erklärungen (PL, H, CSFR) in Göteborg zu formalisierende EFTA-Profil Richtung Osteuropa erwähnt. Von schweizerischer Seite schliesslich wird die Zuversicht ausgedrückt, die kürzlich wieder aufgetretenen Unstimmigkeiten zwischen Stockholm und Bern seien vorübergehender Natur; zusätzlich unterstrichen wird die Bedeutung eines vertieften und effektvollen Prozesses des decision shaping, was dem eigentlichen decision taking nur mehr Absegnungscharakter geben würde.

6. Neutrale Zusammenarbeit

Die nach Yverdon zweite Zusammenkunft der vier Neutralen Aussenminister wird vom 08. - 10.09. in Oesterreich stattfinden. Mit Blick darauf ist am Staatssekretärentreffen von der Schweiz, als Initiantin der Aussenministertreffen, ein non-paper verteilt worden. Dieses fasst weitgehend bekanntes (Zweck, Art und Form bestehender Zusammenarbeit der Neutralen in den Bereichen KSZE, Völkerrecht etc.) zusammen und soll als substantielle Grundlage eines Prozesses dienen, der seit Yverdon auf die politische Ebene gehoben wurde und von aussen entsprechend perzipiert wird. Im Papier wird weiter die Möglichkeit einer gemeinsamen neutralen Verlautbarung am Treffen der Aussenminister mit Blick auf den KSZE-Gipfel vorgesehen.

Nächstes neutrales Staatssekretärentreffen wird 1991 in der Schweiz stattfinden, wiederum im Vorfeld des neutralen Aussenminister-Treffens.

3) Gespräche von Botschafter J. Staehelin in Bonn (29. Mai 1990)Lunchgespräche mit Ministerialdirigent Hofstetter (H)
(Westeuropa)

1. Sowjets möchten ihre Truppen in der DDR (ohne Fristangabe) stationiert halten. Diese stehen aber nicht qua Wapa-Bündnis sondern qua Besatzungstruppen auf deutschem Boden. Deshalb brauchen Russen Truppenstationierungsvertrag. Vorher werden sie nach H. aus Berlin kaum abziehen, was auch die drei westlichen Alliierten dort noch festhalten wird. H. äussert sich auch über zahlreiche andere Forderungen der Sowjetseite: Stationierungsbeitrag (= undenkbar), Eigentumsrechte usw.
2. Die politische Union der EG ist noch im Stadium vager Absichtserklärungen. Jedenfalls darf sie nach Deutscher Vorstellung keine Verteidigungsfragen involvieren, da Moskau sonst der EG nicht länger positiv gegenüber stünde und auch mitteleuropäische Staaten mehr Mühe hätten, sich anzunähern. Wahrscheinlich kommt es nach H. einfach zur Vertiefung der wie bisher eher punktuellen Ausarbeitung gemeinsamer Positionen (z.B. Sanktionen, Golfkrieg, China etc.).

Eine europäische Aussenpolitik bleibe Schimäre so gut wie Vorstellung entsprechender europäischer Regierungsfunktionen. Jedoch hat die EG gegenüber den mittel- und osteuropäischen Staaten eine auch politische Verantwortung wahrzunehmen.

Für Oesterreich ist der Weg zur EG nach H. frei. Neutralität müsse in Wien interpretiert werden. Aber es würden in Brüssel keinerlei Vorbehalte angenommen (Beispiel Irland). Norwegen dränge auch immer deutlicher in Richtung Beitritt. Letzterer wird dort nach X nächstes Wahlkampfthema. Hiesiger Botschafter Oslos sei von früheren Funktionen her engagierter Beitrittsverfechter, was auch diese Botschaft schon öfters registriert hat.

EFTA behalte Priorität im Erweiterungsszenario der EG. Verhandlungen für EWR dürften am Ende zum Erfolg verurteilt sein.

3. Die europäische Konfoederation Mittelrands ist im Augenblick nicht mehr als eine Worthülse, die mit Substanz gefüllt werden müsste. Haben darin neben der UdSSR auch die USA Platz? An sich ist ja eine Konfoederation durch ihr Territorium bestimmt. Die Rolle der USA in Europa wird sich - auch nach deren Verständnis - nicht darauf beschränken können "auf die Deutschen aufzupassen".
4. W E U wird nach H. in absehbarer Zeit keine grössere Rolle spielen. Jedenfalls keine europäischen Verteidigungsaufgaben übernehmen. Polen - das kein Pufferstaat werden möchte - sei an Annäherung - zum mindesten an parlamentarische Versammlung der WEU - interessiert.
5. NATO bleibt unersetzlich. Adaptionen sind im Gespräch: vermehrte Uebernahme politischer Aufgaben, Aenderung der Strategie usw. Selbst die Russen sähen in Nato Stabilitätsfaktor (Einbindung Deutschlands) - wehrten sich aber wild gegen einseitige Zugehörigkeit des Vereinigten Deutschlands zum westlichen Bündnis. Das wäre für Moskau nach H. innenpolitisch (Armee, bisheriges Feindbild in Bevölkerung) nicht verkraftbar. Gespräche mit Sowjets zur Eruiierung einer Lösung würden weitergeführt. Zusätzlich lässt aber auch Verlangsamung Abrüstungsgespräche in Wien Verzögerung des Fahrplans auf dem Weg zu europäischen Sicherheitsstrukturen vorausahnen.
6. KSZE-Gipfel beruht auf russischer Initiative. Die Deutschen sind sehr positiv dazu eingestellt. Es sollten aber entweder 2 + 4 Gespräche oder Wiener Verhandlungen vorher zu Resultat führen. Russen wollen bei solchem Anlass vor allem auch Oder-Neissegrenze sanktionieren. BRD befürwortet Ausbau der KSZE durch regelmässige Gipfel- und Ministertagungen, Verifikationszentrum. Konfliktlösungszentrum usw.

Gespräch mit Ministerialdirektor Kastrup (K) (Europa)

K, der am dem gespräch folgenden morgen nach moskau zu bilateralen gesprächen im rahmen 2 + 4 fliegt, unterrichtet ueber stand und fortschritt dieses prozesses. er will dabei seine ausfuehrungen zu polnischer westgrenze (pkt. 2) ausdruecklich als antwort auf den brief br felbers an am genscher vom 8.3.1990 verstanden wissen.

1. nach oeffnung innerdeutscher grenze und ersten anzeichen einer moeglichkeit deutscher einigung draengten kontrollmaechte, allen voran udssr, darauf, kontrollgremium ueber deutschland zu schaffen (k erinnert an treffen der vier botschafter im kontrollratsgebäude berlin). bonn macht von anfang an klar, dass ein solches vorgehen nicht akzeptabel sei, weil einigung als ausuebung des selbstbestimmungsrechts zu gelten habe.

am rande open-skies-konferenz in ottawa wird formel 2 + 4 angenommen. demnach ist einigung vorerst sache der beiden deutschen staaten. die 4 reden lediglich bei aeusseren aspekten einigung mit. gegen sowjetischen widerstand setzt brd wichtigen punkt durch, wonach neben eigentlichen 2 + 4-treffen jeder jederzeit mit jedem sprechen kann. dadurch kann prozess beschleunigt werden.

dieser steht gegenwaertig am anfang. drei treffen auf beamtenebene und eines auf am-ebene haben stattgefunden. naechstes am-treffen voraussichtlich am 22.06. in berlin. vorbereitet von beamtentreffen am 09.06. einigung ueber tagesordnung gestaltet sich schwierig, da udssr definition "aeussere aspekte" extensiv auslegt. tagesordnung umfasst:

- grenzfragen
- politische und militaerische fragen (sicherheitsstrukturen)
- berlinfragen
- abschliessende voelkerrechtliche regelung.

2. grundsaeztliche uebereinstimmung besteht ueber den abschluss eines vertrages zwischen dem vereinten deutschland und polen ueber die garantie der polnischen westgrenze. strittig ist, wie polen im stadium der zweistaatlichkeit die gewissheit gegeben werden kann, dass das vereinte deutschland diesen vertrag tatsaechlich abschliessen wird.

polen schlaegt in diesem stadium paraphierung je eines gleichlautenden vertrages durch beide deutschen staaten mit polen vor. das vereinte deutschland unterzeichnet den vertrag unmittelbar nach vereinigung.

gemaess deutschem vorschlag sollen bundestag und volkskammer entsprechende resolutionen verabschieden, die polen auf diplomatischem weg - also durch beide deutschen regierungen - formell notifiziert werden. k erachtet dieses vorgehen als voelkerrechtlich verbindlicher als eine paraphe. im weiteren ist brd bereit, weitere erklarungen zur grenze abzugeben, namentlich verzicht auf gebietsansprueche und streichung saemtlicher vereinigungsbezogener bestimmungen des grundgesetzes (art. 23) in einer gesamtdeutschen verfassung.

3. bei den politischen und militaerischen fragen steht buendniszugehoerigkeit des vereinten deutschlands im mittelpunkt. wichtig war fuer brd, dass von anfang an dem sowjetischen ansinnen entgegengetreten werden konnte, die einigung mit fortschritten in schaffung gesamteuropaeischer sicherheitsstrukturen zu synchronisieren, was einigungsprozess verzogert haette. einigung ist aber in verhandlungen eingebettet, in welchen sicherheitsstrukturen und frage der buendniszugehoerigkeit zur sprache kommen (laufende wiener verhandlungen, ksze-prozess, nato-diskussionen um wandel des buendnisses).

die diskussionen um die staerke der bundeswehr und der zukuenftigen deutschen streitkraefte, deren bestand unter demjenigen der bundeswehr liegen werden, gehoeren nach wien, um singularisierung zu vermeiden.

institutionalisierung der ksze im sinne regelmaessiger an-treffen ist richtig. es gelte dadurch sowjetisches selbstverstaendnis als ordnungsmacht in ost- und mitteleuropa nicht zu erschuettern. dieses ist fuer moskau innenpolitisch wichtig. schaffung konfliktverhuetungszentrum und verifikationszentrum ist fuer brd ebenfalls akzeptabel. in ersteres muesste nach ansicht von k schweizerisches projekt ueber friedliche beilegung von streitigkeiten eingebaut werden. regelung der buendnisfrage ist noch unklar, vor allem in bezug auf sowjetische truppen in ddr waehrend uebergangszeit. k schliesst finanzierung sowjet. truppenpraesenz durch deutschland aus. es muessten wege gefunden werden, udssr angesichts der folgen des truppenabzuges zu unterstuetzen. gesamteuropaeische sicherheitsstrukturen muessen komplementaer zu bestehenden sein, im sinne, dass sie aufloesung sicherheitsstrukturen nato und wapa auffangen. ansatz zu loesung bietet vielleicht sowjet. vorschlag, wonach vereintes deutschland mitglied beider buendnisse sein soll. warschauer vertrag verbietet naemlich beitritt zu buendnis mit ziele, die denjenigen des wapa entgegenstehen. sowjet. vorschlag wuerde also bedeuten, dass moskau nato nicht mehr als gegen wapa gerichtet betrachtet. doppelmitgliedschaft als solche kommt nicht in frage.

4. die abschliessende voelkerrechtliche regelung der einigung darf nicht in form eines friedensvertrages geschehen, nicht nur weil verhandlungen saemtliche kriegsgegner deutschlands mobilisieren wuerden (reparationsfrage),

sondern auch weil friedensvertrag so lange nach kriegschluss unnatuerlich waere.

5. k unterstreicht bedeutung wirtschaftlicher zusammenhaenge fuer udssr, die durch liefer- bzw. abnahmeverpflichtungen der ddr entstanden sind. udssr ist auf ddr lieferungen absolut angewiesen, da sie bei einzelnen guetern ueber 40 prozent sowjetischen importbedarfs ausmachen. diese lieferungen muessen ab 1. juli in dm bezahlt werden.

6. Abschliessend erklart K. seine Bereitschaft, Botschafter J. Staehelin erneut zu unterrichten, wenn die 2 + 4 Gespraechе weiter fortgeschritten sind.

Gespräch mit Ministerialdirigent Hoeynck (HOE) (Osteuropa)

1. im Hinblick auf zukünftige Stellung Osteuropas in europäischer Architektur muss gemäss HOE zwischen UdSSR und übrigen Staaten der Region unterschieden werden. Diese wiederum teilen sich in zwei Gruppen umfassend Polen, CSFR, Ungarn bzw. Rumänien, Bulgarien.

erste Gruppe orientiert sich z.T. resolut nach Westeuropa. vor allem Polen will aus historischen Gründen auf keinen Fall einer Zwischenzone angehören, auch nicht in Bezug auf Sicherheit. Polen sieht sich letztlich als Mitglied wenn nicht NATO, so doch WEU. gegenüber Polen sieht sich BRD geneigt zu Hinweis, dass auch UdSSR Teil Europas, das nicht an polnische Ostgrenze endet, ist. dass sich UdSSR als Teil Europas fühlt, ist, so HOE, im Interesse des Westens.

trotz günstiger Ausgangslage sind die Reformen in der CSFR in Verzug geraten. Prag hat noch nicht zu einem klaren Kurs gefunden. undurchsichtig ist fuer Bonn die Position des Ministerpräsidenten. als Beispiel wie Prag Zeit verliert führt HOE das Beispiel der Verhandlung um ein Investitionsschutzabkommen mit der BRD an, bei welchem die CSFR voellig unnoetige Schwierigkeiten gemacht habe.

das Verhältnis der drei Staaten untereinander ist schwierig, da sie sich in ihrer Westorientierung konkurrenzieren und mit Einzelkontakten oft neutralisieren.

2. in dieser Situation wird Europarat zusehends wichtiger. die Organisation ist dazu berufen, diesen Ländern Furcht vor Vakuum zu nehmen, in welches sie infolge Entwicklung letzter Monate geraten sind. Kooperation ist wichtig, weil diese Länder in gegenwaertiger Situation Sicherheitsbindungen suchen. auch OECD, deren Berichte zu Wirtschaftsfragen Osteuropas HOE besonders ruemt, hat hier Rolle zu spielen.

der RGW hat nach wie vor Rolle als clearing house zu spielen. Bemuehungen, waehrend der uebergangsphase gewisse Strukturen RGW aufrechtzuerhalten, beurteilt die BRD positiv. HOE glaubt, dass dies auch fuer die DDR, selbst nach Einfuehrung der DM, nuetzlich waere. die Weiterfuehrung des Tauschhandels wuerde DDR ermoeglichen, im Westen nicht kompetitive Waren ueber einige Zeit noch im Osten abzusetzen.

3. gegenüber Westeuropa befinden sich Rumänien und Bulgarien schon geographisch in unguenstiger Situation. die deutsche Minderheit in Rumänien wird gemäss HOE bis zu 80 Prozent nach Deutschland uebersiedeln (ca. 180'000). Bukarest bereitet Bonn in dieser Frage ueberhaupt keine Schwierigkeiten, solange die viel groessere ungarische Minderheit von dieser Auswanderungspolitik nicht betroffen ist.

4. bei der schaffung kooperativer strukturen waere brd bereit, weiter zu gehen als die meisten ihrer partner in nato. bei der i n s t i t u t i o n a l i s i e r u n g d e r k s z e sei darauf zu achten, dass bestehende fora nicht konkurrenziert werden. der verlust an flexibilitaet als folge der i n s t i t u t i o n a l i s i e r u n g falle heute nicht mehr so ins gewicht, da namentlich im menschenrechtsbereich eine voellig neue situation entstanden sei.

5. die s t e l l u n g g o r b a t s c h o w s beurteilt hoe als nach wie vor stark. dafuer spreche deren starke gesetzliche grundlage, die persoenlichkeit gorbatschows und seine politik generell betrachtet. letztere habe keine alternative, die nicht in die selbstisolierung der udssr fuehrt. die anti-gorbatschow-kraefte seien nicht geeint. auch die usa teilten diese beurteilung.

6. mangels reformen ist j u g o s l a w i e n ans untere ende der bewertungsskala osteuropaeischer laender gerutscht. dennoch schaezt hoe die lage des landes als nicht hoffnungslos ein. bei weiterer verschlechterung der internen situation kann sich heute belgrad um unterstuetzung der bemuehungen zur aufrechterhaltung des zusammenhalts und existenz des landes ans ausland wenden, da das internationale umfeld guenstig ist und keine gefahr einer intervention von aussen mehr besteht.

- 4) Gespräch Botschafter G. Ducrey, J.C.A. Staehelin mit Prof. Tiit Made (Estnischer Volksdeputierter, Mitglied des Volkskongresses der UdSSR, Vorsitzender der estnischen Unternehmerpartei). Weitere Teilnehmer: D. Woker, P. Maurer, 28.5.1990

M. äusserte sich zur Entwicklung im Baltikum und zu den Beziehungen mit Moskau wie sie sich heute gestalten. Dabei verdienen folgende Aspekte seiner Darlegungen Erwähnung:

1. Bisherige Fehler der Volksfront: diese habe sich allzu stark nur um die Esten bekümmert. Moskau nutze diese Schwäche nun aus und übe durch die Mobilisierung der Nicht-Esten, welche in allen Grossbetrieben eine zentrale Stellung einnehmen, politischen Druck auf die Volksfront aus. Heute besteht daher ein Ziel der Unabhängigkeitsbewegung darin, auch unter den ansässigen Russen Rückhalt zu finden. Die jüngste Gallup-Umfrage sei hier vielversprechend: 42% der Nicht-Esten hätten sich positiv zur Unabhängigkeit geäussert, nur 35% seien dagegen.

2. Die Frage, ob Estland nicht von den Wirtschaftsbeziehungen mit andern Teilen der UdSSR profitiere, weil diese billige Rohstoffe lieferten, kontert M. mit dem Argument, es sei unmöglich, die heutigen Wirtschaftsbeziehungen zu berechnen. Es werde nicht gekauft und verkauft sondern gegeben und genommen. Tatsächlich seien die Rohstoffimporte beträchtlich, doch profitiere Estland von der Produktion, welche praktisch vollständig wieder in andere Gebiete der UdSSR gehe, nicht. Es sei unsicher, wie sich freie Wirtschaftsbeziehungen gestalten würden, doch sei schon heute klar, dass eine Unterstützung des Westens in einer Anfangsphase der staatlichen Unabhängigkeit dringend nötig wäre.

3. Verhandlungen mit Moskau: Solche seien schwierig, weil Gorbatschow nicht mit sich sprechen lasse. M. schildert den sowjetischen Staatspräsidenten als Autokraten, welcher nicht daran denke, das Baltikum in die Unabhängigkeit zu entlassen. Er gehe nicht ein auf Kompromissvorschläge sondern beharre auf seiner Position. Es gehe ihm primär um die Bewahrung des Imperiums. Dies sei mit ein Grund, warum Gorbatschow zögere den Volkskongress einzuberufen, befürchte er doch heftige Opposition von den Parlamentariern der verschiedenen Republiken. Was die Balten von der Politik Gorbatschows trenne, sei daher nicht bloss die Frage des Modus der Loslösung sondern die prinzipielle Frage der Unabhängigkeit.

Anders schätzt M. Jelzin ein, mit welchem die Balten über die interregionale Gruppe im Volkskongress in engem Kontakt stünden. Dieser wäre bereit die Unabhängigkeit tatsächlich zuzugestehen. Besonders unter der jungen Generation, auch in der RSFSR, verlören jene, die die UdSSR in der heutigen Form erhalten wollten gegenüber den Befürwortern einer weitgehenden oder völligen Unabhängigkeit der Republiken an Gewicht. Wenn Jelzin die Präsidentschaft der RSFSR übernehme, könnte daraus ein Impuls auch für

die baltische Unabhängigkeit resultieren. Man könne sich sogar vorstellen, dass die RSFSR aus der UdSSR austrete und auf diesem Wege die Bewahrer des Imperiums kaltgestellt würden.

4. Konzessionsbereitschaft: Die Esten wüssten, dass eine Lösung gefunden werden müsse, die es der UdSSR erlaube, das Gesicht zu wahren. Sie seien daher bereit, als unabhängige Staaten, spezielle vertragliche Beziehungen zur UdSSR zu unterhalten und der sowjetischen Armee Stützpunkte zu gewähren.

5. Unterschiede zwischen den baltischen Republiken: Die kulturellen und ideologischen Unterschiede zwischen den drei Republiken seien beträchtlich. Die politischen Voraussetzungen seien durch die unterschiedlichen Stärken der einzelnen Bevölkerungsgruppen je nach Republik sehr verschieden und damit seien auch die Kräfte unterschiedlich strukturiert. In Litauen sei die unabhängige KP, welche gegenüber der moskautreuen in der Mehrheit sei, eng mit Sajudis verbunden. Die unabhängige, lettische KP sei ihrerseits gegenüber der moskautreuen in einer Minderheitsposition, dafür sei die Volksfront die unbestrittene Trägerin der Unabhängigkeitsbewegung. In Estland schliesslich habe die KP kaum mehr eine Bedeutung (Rückgang der Mitglieder von 120'000 auf 12-15'000 im vergangenen Jahr), die dominierenden Kräfte seien die Volksfront und die fünf neuen Parteien, welche im vergangenen Jahr gegründet worden seien. Trotz aller Unterschiede wachse heute das Bewusstsein in den drei baltischen Staaten, dass die Loslösung aus der UdSSR nur gemeinsam zu erreichen sei und Alleingänge vermieden werden müssten.

6. Schweiz-Estland: M. erkundigt sich nach estnischen Goldbeständen aus der Zwischenkriegszeit und nach den Möglichkeiten schweizerischer Unterstützung heute und im Falle einer Unabhängigkeit. SIN und DY weisen darauf hin, dass sich die Probleme nicht nach einer allfälligen Unabhängigkeit stellten sondern in der heutigen Uebergangszeit. Sie empfehlen daher in der heutigen Situation insbesondere die Kontaktaufnahme mit privaten schweizerischen Wirtschaftskreisen.

5) Frühjahrssession der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt

Vom 29. - 31. Mai 1990 tagte in Strassburg die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt (ZKR). Dabei bestätigte sich, dass die Zusammenarbeit unter den sechs Mitgliedstaaten der Mannheimer Akte im Bereich der technischen und polizeilichen Vorschriften für die Schifffahrt auf dem Rhein zwar sehr gut spielt, dass aber andererseits die Zentralkommission grösste Mühe bekundet, sich in grundsätzlichen Fragen zu einer gemeinsamen Haltung durchzurufen. Dies hat verschiedene Gründe. Änderungen in der personellen Zusammensetzung der einzelnen Delegationen und ein nachlassendes Interesse an der Erhaltung des internationalen Statuts der Rheinschifffahrt in gewissen Hauptstädten gehören ebenso dazu wie der ständig wachsende Einfluss der Europäischen Gemeinschaft, welcher 5 der 6 ZKR-Mitgliedstaaten angehören und deren Kommission in Brüssel gezielt auf die Einbindung der Rheinschifffahrt in die gemeinschaftliche Verkehrspolitik hinarbeitet. Vor allem aber verhindert seit geraumer Zeit die deutsche Delegation unter Missbrauch des Konsens-Prinzips jeden Fortschritt in wichtigen Grundsatzfragen. Unter dem Einfluss der Vorgänge in Deutschland hat sich die deutsche Obstruktionspolitik jetzt noch verstärkt. Für die Zukunft eines einheitlichen Rhein-Régimes entscheidende Fragen wie etwa der Zugang von Drittstaaten zur Rheinschifffahrt, die Besteuerung des Güter- und Personenverkehrs auf dem Rhein oder die Verbesserung des Beschwerdeverfahrens blieben folglich auch an dieser Frühjahrssession der ZKR ungelöst.

Im Hinblick auf die für 1992 vorgesehene Eröffnung des Rhein- Main- Donau- Kanals und vor dem Hintergrund des wachsenden Interesses, das Oesterreich und andere Mitgliedstaaten der Donau- Kommission (Ungarn, CSFR, Rumänien usw.) am Zugang zum Rhein zeigen, setzte sich die schweizerische Delegation (Leitung: F. von Däniken, Direktion für Völkerrecht) in erster Linie für eine verstärkte Kontrolle des Zugangs von Drittstaaten zum Rhein ein. Diese Frage erscheint umso wichtiger, als das Rheinschiffahrts-Gewerbe zu Beginn dieses Jahres eine umfassende, selbst finanzierte Restrukturierung (sog. Abwrackaktion) in Angriff genommen hat. Die Schweiz plädierte aber auch für die rasche Aufnahme eines Dialogs mit den interessierten Staaten Osteuropas. Im weiteren informierte ihre Delegation über die bevorstehenden Verhandlungen zwischen den EFTA-Staaten und der EG über die Schaffung eines Europäischen Wirtschaftsraumes. Unter dem Kapitel Dienstleistungsfreiheit (Verkehr) werden diese Verhandlungen voraussichtlich auch den Zugang der EFTA-Staaten zur Rheinschifffahrt zum Gegenstand haben.

6) Ausserordentliche Tagung des Exekutivkomitees
des Hochkommissariats der Vereinten Nationen
für die Flüchtlinge, Genf, 28. bis 30. Mai 1990

Diese ausserordentliche Tagung hatte das Exekutivkomitee, dem die Schweiz als Mitglied angehört, im letzten Herbst angesetzt, um rechtzeitig die angesichts der finanziellen Krise der Institution - Defizit von gegen vierzig Millionen Dollar für 1989, sich abzeichnende Finanzierungsschwierigkeiten für die Programme für 1990 - sich aufdrängenden Massnahmen zu ergreifen. Die Sitzung bot auch dem neuen Hochkommissar Thorvald Stoltenberg und seinem Stellvertreter Douglas Stafford (USA) die erste Gelegenheit, vor einem formellen Exekutivkomitee aufzutreten.

Was die finanziellen Probleme betrifft, so ist die Bilanz insgesamt günstig, ohne dass der Schatten eines neuen Defizits völlig gebannt ist. Ein Konsens zwischen westlichen Geberstaaten und Erstasylländern der Dritten Welt erlaubte die Annahme der Empfehlungen einer Arbeitsgruppe des Komitees in bezug auf die Finanzierungsmechanismen, die Administration, die Ausführung der Programme und die Zusammenarbeit des UNHCR mit anderen Institutionen. Das Komitee billigte auch ein nach unten revidiertes Budgetziel 1990 für die allgemeinen Programme von 380 Millionen Dollar, das die Absorption des Defizits von 1989 einschliesst. Mittels zusätzlicher Leistungen einer Reihe von Geberstaaten, die angekündigt wurden, sollte es möglich sein, diesen Betrag zu finanzieren. Vom Hochkommissar bereits angekündigte massive Sparmassnahmen dürften die lebenserhaltende Substanz der Programme zugunsten der Flüchtlinge nicht treffen, jedoch Aktionen im Bereich der Rückkehrhilfe und anderer langfristiger Massnahmen. Damit verbunden sind Personalkürzungen an der Zentrale sowie ein Abbau der personellen Präsenz des HCR auf gewissen Aussenposten.

Die Schweiz hat bereits zu Ende des letzten Jahres im Sinne einer ausserordentlichen, einmaligen Geste ihre Beiträge an das HCR für 1989 auf gegen 34 Millionen Franken erhöht, während das normale Beitragsvolumen 20-24 Millionen beträgt. Diese Leistung der Schweiz hat es dem HCR erlaubt, das Ende 1989 angelaufene Defizit substantiell zu verringern. Die schweizerische Delegation liess

Keinen Zweifel darüber, dass derart hohe Beiträge für 1990 nicht wieder möglich sein werden, sondern dass sich die Leistungen unseres Landes für 1990 eher in der Grössenordnung von 1988 (22 Millionen Franken) bewegen werden. Die Schweiz werde aber die ihr zur Verfügung stehenden Möglichkeiten ausschöpfen, um das HCR zu unterstützen. Die gleiche Haltung wurde bereits anlässlich des Besuchs von Hochkommissar Stoltenberg Ende April in Bern eingenommen.

Der Hochkommissar hat das Exekutivkomitee mit seiner realistischen Haltung, die den politischen Gegebenheiten Rechnung trägt, stark beeindruckt. Sowohl die Geber- wie die Erstasylländer trauen ihm zu, die Funktionsfähigkeit dieser wichtigsten Institution der Vereinten Nationen im humanitären Bereich zu erhalten.

7) Expertengruppe der Vereinten Nationen über wirtschaftliche und soziale Auswirkungen des Drogenhandels unter schweizerischem Vorsitz

Aufgrund einer Resolution der Generalversammlung der Vereinten Nationen vom letzten Dezember hat Generalsekretär Pérez de Cuéllar eine Gruppe von Experten aus fünfzehn Ländern eingesetzt, die den Auftrag hat:

- a. Umfang und Ausprägungen ökonomischer Transaktionen mit einem Bezug zum Drogenhandel in allen ihren Stadien, eingeschlossen die Produktion von, der Handel mit und die Verteilung von unerlaubten Betäubungsmitteln, zu analysieren, um die Auswirkungen drogenbezogener Geldtransfers auf die nationalen Volkswirtschaften zu analysieren, sowie
- b. Mechanismen zu untersuchen, die den Gebrauch des Bankensystems und des internationalen Finanzsystems überhaupt zu diesen Tätigkeiten verhindern könnten.

Dem von der Schweiz nominierten Experten, Mark Pieth vom Bundesamt für Justiz, ist der Vorsitz der Gruppe übertragen worden. Diese Tatsache ist für unser Land, Nichtmitglied der Vereinten Nationen und immer wieder Zielscheibe der Kritik im Bereich der Geldwäscherei, von grosser Bedeutung. Die Expertengruppe hat Ende Mai in Wien eine erste Session abgehalten und wird sich im Juli wieder treffen. Wir werden Sie über den Fortgang der Arbeiten orientieren.

- 8) **UNIDO: 6. SESSION DES INDUSTRIE-ENTWICKLUNGSRATES (IDB)**
 (Wien, 28. Mai bis 1. Juni; Chef der Schweizer Delegation,
 Botschafter Vettovaglia)

Im Mittelpunkt dieses sechsten IDB standen folgende Themen:

- Die Rolle der UNIDO bei der **Restrukturierung der osteuropäischen Volkswirtschaften**; dieses Thema führte zu teils langwierigen Auseinandersetzungen zwischen - vorwiegend arabischen - Entwicklungsländern und den osteuropäischen Staaten. In der unter Vermittlung westlicher Staaten zustande gekommenen Resolution haben sich die Entwicklungsländer insbesondere mit der Forderung durchgesetzt, dass keine ordentlichen Ressourcen der UNIDO für Aktivitäten in Osteuropa auf Kosten derjenigen in Entwicklungsländern verwendet werden.
- Die **Special Trust Fund Aktivitäten** der UNIDO; Diese Modalität, unter welcher UNIDO eine zunehmende Zahl von Projekten mit der Privatindustrie durchführt, ist von zwei Seiten unter Beschuss gekommen: Von Seiten der G 77, weil UNIDO - bisher zwar nur wenige - Trust Fund Agreements für Projekte in Ost-Europa abgeschlossen hat, und von westlicher Seite, weil namentlich einige von UNIDO jüngst abgeschlossene Verträge für industrielle Grossprojekte in Entwicklungsländern fragwürdig erscheinen. Skepsis insbesondere an der Kompatibilität solcher Projekte mit dem Mandat der UNIDO äusserte die Schweiz, unterstützt vor allem von Belgien und Frankreich. Die verabschiedete Resolution verlangt Massnahmen, welche mehr Transparenz beim Auswahlverfahren von Trust Fund Projekten sowie bei der Verwaltung der Fonds zum Ziel haben.
- Schliesslich setzte sich der IDB intensiv mit der Frage der **UNDP Support Cost Arrangements** auseinander. Dieses Thema wurde auf Antrag Grossbritanniens auf die Tagesordnung gesetzt mit dem Ziel, die Interessen der Spezialorganisationen bei der im UNDP-Verwaltungsrat zu beschliessenden Neuregelung der Beiträge an deren Verwaltungskosten für die operationellen Aktivitäten zu unterstützen. Wegen des Widerstandes der lateinamerikanischen

Länder gegen eine Resolution, einigte sich der Rat auf einen Text, der als Brief seines Vorsitzenden an den Präsidenten des UNDP-Verwaltungsrates adressiert ist. Der Text enthält immerhin die wesentlichen Anliegen der Spezialorganisationen, nämlich: dass der UNDP-Verwaltungsrat lediglich einen Rahmenentscheid trifft, dass die Arrangements im Detail zusammen mit den Agenturen ausgehandelt werden unter Berücksichtigung der finanziellen Auswirkungen auf deren Budgets und unter Aufrechterhaltung der tripartite Partnership. Ausserdem verlangt der Rat eine Uebergangszeit für die vom UNDP stipulierte Ausführung der Projekte durch die Regierungen der Empfängerländer.



K. Jacobi.

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

i.A.22.14.7.3.-CB/SRA

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text.erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

Presse und Info

1

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

wochentx

Informations hebdomadaires rapides no 23/90 du 05.06.1990

- 1) OCDE: Conférence ministérielle
- 2) Rencontre entre le Chef du département, M. René Felber (BRF) et le Ministre des affaires étrangères de Turquie, M. Ali Bozer (AB), en marge ministérielle OCDE (Paris 30.5.1990)
- 3) GAFI: Groupe d'action financière sur le blanchiment
- 4) Groupe de direction de la négociation (High Level Steering Group) Genève, 29-30 mai 1990
- 5) BERD
- 6) Treffen der Staatssekretäre der Neutralen in Stockholm
- 7) Réunion du Conseil de Sécurité à Genève (25./26.5.90)

1) OCDE : Conférence ministérielle

Placée sous présidence suisse (Conseiller fédéral Delamuraz), Ministérielle a siégé à Paris les 30 et 31 mai. Délégation suisse conduite par Conseiller fédéral Felber et secondée par Secrétaire d'Etat Blankart.

1. Situation économique jugée globalement rassurante donne assise à coopération OCDE dont renforcement souhaité i.a. selon axes suivants

5.87 30 000 39665

Datum: 05.06.1990

Visum:

Tel. intern 30 66

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.L.

Absender

Seite-Nr.

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

- Politique économique : accroître épargne, comprimer déficit budgétaire, maîtriser inflation, mieux intégrer écologie.
- Politique commerciale (à part soutien acquis à réussite Uruguay Round) : Réforme agricole permettant jeu forces du marché, réduction subsides industriels, encadrement général post-Uruguay Round notamment dans secteurs nouveaux, notamment services.
- Relations Non-Membres : Intensification contacts surtout avec pays Est européens, articulation des formes exactes de cette coopération.

2. Volonté yougoslave adhésion pose franchement problème élargissement OCDE et partant son rôle et structures futures.

3. Uruguay-Round - particulièrement volet agricole - fut point de mire des Ministres qui ont relevé défi consistant à faire avancer à l'OCDE substance négociation GATT. Blocage, attendu, sur agriculture, dû à incompatibilité positions américaine et communautaire, permet mieux circonscrire obstacle. Identification des progrès nécessaire dans les différents secteurs ainsi que ferme déclaration ministérielle d'intention politique jugées positives. Objectif Round reste entier et ambitieux dans son calendrier (décembre 1990) et son contenu (15 secteurs). (voir également "Informations hebdomadaires normales")

Letzte Zeile

5.87.80.000.39665

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

2) Rencontre entre le Chef du département, M. René Felber (BRF) et le Ministre des affaires étrangères de Turquie, M. Ali Bozer (AB), en marge ministérielle OCDE (Paris 30.5.1990)

AB souhaitait cette rencontre pour donner quelque relief politique aux relations bilatérales, par ailleurs bien développées. Il se félicite de l'appartenance de la Turquie au groupe conduit par la Suisse au sein de la BERD. Il souhaite également soigner ce contact avec notre pays, eu égard au processus d'intégration européenne, la Turquie voulant éviter de se retrouver marginalisée. Surtout AB a souci, dans la perspective de la réunion CSCE de Copenhague (dimension humaine) de corriger l'image négative de son pays en Europe dans le domaine des droits de l'homme. Il rappelle les efforts entrepris pour adapter la législation turque aux normes européennes et la difficulté de changer les mauvaises habitudes, notamment des forces de l'ordre.

BRF explique brièvement la position suisse face à l'EEE. Il constate les intentions et les signes donnés par Ankara en faveur des libertés individuelles. Il souligne toutefois l'impact de la question kurde sur l'opinion publique suisse et européenne, faisant valoir notre approche aux problèmes de minorités dans un système fédéraliste. BRF ajoute que l'afflux de demandeurs d'asile turcs (lié ou non à cette problématique) sensibilise d'autant nos compatriotes. Il signale notre intérêt à contribuer à la création d'emplois dans la région d'origine des migrants. AB rejette l'aspect de 'minorité nationale' de la communauté

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen:

Adresse (für Telex an Dritte):

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Ja Nein

Norm. Dring. Flash

Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode

kurde, estimant que celle-ci jouit des mêmes droits que tous les Turcs. Il admet néanmoins qu'une nouvelle législation dans le domaine de l'usage de la langue kurde est souhaitable et pourrait être prochainement envisagée.

3) GAFI : Groupe d'action financière sur le blanchiment

En marge de la réunion ministérielle de l'OCDE, le Conseiller fédéral Felber (en remplacement du Chef du Département fédéral des finances) et les Ministres des finances des quatorze autres pays participant au groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux ainsi que la Commission des Communautés Européennes se sont réunis à Paris le 30 mai pour un échange de vues sur les moyens de renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux issus d'activités criminelles, et en particulier du trafic de la drogue.

Ils ont approuvé le rapport préparé par les experts du GAFI, exprimé leur volonté de mettre en oeuvre ses recommandations dans les meilleurs délais et exposé les diverses mesures qu'ils envisagent de prendre à cet effet.

Le Conseiller fédéral Felber s'est référé à cet égard au nouvel article du Code pénal suisse et il a fait allusion à l'intention des autorités suisses d'introduire dans les meilleurs délais une

5 87 50 000 39665

Datum: _____ Visum: _____
Tel. intern. _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

5

Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode

<input type="checkbox"/>					
--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

législation fédérale sur les bourses et une législation fédérale sur les autres services financiers, à savoir deux lois qui permettront d'exercer une surveillance sur les secteurs du marché financier qui ne sont pas encore surveillés. S'agissant du suivi des travaux du GAFI, le Conseiller fédéral Felber a indiqué que la Suisse pouvait accepter une reconduction de la formule actuelle. Si les recommandations du GAFI devaient par la suite être transformées dans un texte juridiquement contraignant, il faudrait alors en confier la gestion à une institution internationale adéquate. Sans s'opposer à l'élargissement du GAFI, la Suisse a émis l'avis que les 15 membres actuels devraient avoir réalisé certains progrès dans la lutte contre le blanchiment avant d'inviter d'autres pays à se joindre au Groupe.

Toujours au titre du suivi des travaux du GAFI, tous les participants à la réunion du GAFI ont approuvé la poursuite des travaux des experts pour le "monitoring" de l'application des recommandations, des réunions ministérielles pouvant être organisées en tant que de besoin.

Quant à l'élargissement du GAFI, les participants s'y sont déclarés favorables à plus ou moins long terme. Dans l'immédiat, il convenait d'englober les territoires d'outre-mer des pays membres.

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert <input type="checkbox"/>	Priorität <input type="checkbox"/>	Faktura <input type="checkbox"/>	Text erg. <input type="checkbox"/>	F.I. <input type="checkbox"/>	Absender _____	Seite-Nr. _____
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

4) Groupe de direction de la négociation (High Level Steering Group)
Genève, 29-30 mai 1990

1. Remarques générales

Le groupe de direction de la négociation (HLSG) s'est réuni les 29 et 30 mai au niveau de l'AELE à Genève sous la présidence de M. U. Dinkelspiel (DK). L'essentiel des discussions a porté sur les exceptions vues sous l'angle des intérêts fondamentaux de chaque pays, l'organisation des négociations et des réponses ponctuelles à diverses questions soulevées par les groupes de travail à l'intention du HLSG.

Suite à une discussion informelle lors d'un déjeuner ayant précédé la réunion, toutes les délégations ont partagé l'opinion que l'entrée en négociation se ferait sur la base de l'acquis communautaire pertinent préliminairement identifié et que les pays ne devraient pas tenter de résoudre des problèmes en diminuant cet acquis, mais en négociant des dérogations ou des arrangements spécifiques. La Suisse a de nouveau insisté sur le fait qu'une reprise étendue de l'acquis communautaire ne pourra être envisagée que si les mécanismes institutionnels seront suffisants (decision-shaping, decision-making, comitologie, notamment). La Suisse s'est réservée le droit de revenir sur la question de la pertinence dans les domaines du droit des sociétés et de la poli-

Letzte
Zeile

5.87 80 000 39665

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

tique sociale. Sur proposition suisse, le HLSG a admis que la question de "competition policy" demeurait peu claire et qu'elle devrait être traitée séparément vu ses liens directs avec des aspects institutionnels.

D'une manière générale, l'ambiance de travail a été constructive même si certaines discussions ont revêtu un caractère difficile. Au vu des points qui demeurent à clarifier jusqu'à l'entrée en négociation DK a décidé de convoquer une réunion restreinte du HLSG le 11 juin prochain à Göteborg, suivie par la réunion du 12 juin déjà prévue.

Sous réserve d'approbation par les diverses délégations (manque de temps), les résultats provisoires de cette réunion peuvent être résumés comme suit:

2. Exceptions

Les exceptions en tant que telles n'ont pas fait l'objet de discussions. Le HLSG s'est concentré sur une liste de 22 domaines dans lesquels les pays de l'AELE avaient signalé des problèmes fondamentaux avec la reprise de l'acquis communautaire. Si l'on classe séparément 8 domaines liés à des normes plus élevées en matière de protection de la santé, de l'environnement et de la sécurité - qui pourraient appeler une solution particulière - on limite à 14 le nombre de domaines posant des problèmes

Leizte Zeile

5.87 80 000 39665

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern. _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

fondamentaux. Dans tous les cas où un seul ou deux pays figurent sous un domaine DK les a priés d'en informer leur capitale et d'étudier la possibilité de retirer leur demande. La Suisse a indiqué que Berne serait informé mais qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que la Suisse revienne sur des domaines reflétant des intérêts fondamentaux. Pour la Suisse, les domaines suivants sont concernés: assistance administrative; comptes annuels et consolidés; droit des sociétés; services de télécommunications; et plusieurs domaines liés à des normes plus élevées.

3. Organisation des négociations

Le HLSG a décidé:

- a) Il s'appellera HLNG (negociating group) dès le début des négociations;
- b) Les groupes de travail s'appelleront groupes de négociation (GN)
- c) Un groupe de rédaction sera formé sous la responsabilité du HLNG
- d) Sur la base de propositions des GN, le HLNG choisira les questions qu'il négociera lui-même et celles qu'il délèguera aux GN;
- e) Tous les textes négociés par les GN devront être approuvés par le HLNG;
- f) Si des sous-groupes négocient pour les GN, leurs mandats devront être approuvés par le HLNG;
- g) Les Présidents des GN devront participer aux réunions du HLNG si nécessaire;

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Fakture

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

9

Ja Nein

Norm. Dring. Flash

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

h) Le Secrétariat établira un résumé des conclusions majeures de chaque réunion du HLNG qui sera adopté si possible à l'issue de ces réunions;

i) Les Chefs de délégations de Genève et de Bruxelles auront un rôle important pour faire progresser les travaux;

j) Les groupes de travail I à IV soumettront au HLSG pour le 12 juin prochain une liste des questions à négocier avec un ordre de priorité ainsi qu'une argumentation des positions AELE et le groupe de travail V remettra un plan de travail.

4. Questions soumises par les divers groupes de travail au HLSG

Le HLSG a décidé:

a) Competition policy: les experts AELE devraient essayer de préparer des propositions sur les principes généraux de structures collectives à inclure dans un Traité sur l'EEE ainsi que sur les arrangements communs de l'EEE qui sont une pré-condition pour l'application uniforme, efficace, rapide et non-discriminatoire des règles de concurrence de l'EEE basées sur l'acquis communautaire;

b) Zone de libre-échange fondamentalement améliorée - union douanière: le HLSG indiquera à la CE que les deux options restent ouvertes bien que les travaux se concentreront sur la première;

c) Contrôle aux frontières: la Suisse, qui a paraphé un accord bilatéral avec la CE devra considérer les travaux futurs des

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

10

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

autres pays de l'AELE dans ce domaine;

d) Agriculture: le HLNG attendra des suggestions de la part de la CE; il s'agira encore de clarifier le 12 juin prochain si les arrangements bilatéraux devront être multilatéralisés au niveau de l'EEE;

e) Pêche: le groupe de travail n° I est chargé d'analyser cette question en tenant également compte de la proposition de mandat de négociation de la Commission et devra soumettre un rapport au HLSG;

f) Charbon et acier: la Suisse est invitée à revoir sa position sur l'entrée en discussion avec la CE, en particulier en ce qui concerne les questions de prix;

g) Achats publics: un accord devrait être inclu dans le Traité sur l'EEE;

h) Restrictions quantitatives, clauses de sauvegarde et contrefaçon: le groupe de travail devra préparer un rapport pour la prochaine réunion du HLSG.

letzte
Zeile

5.87 80 000 39665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering references and initials.

Four horizontal lines for entering the address.

Chiffriert Priorität Faktura Text erg. F.I.

Ja Nein Norm. Dring. Flash

Absender _____ Seite-Nr. **11**

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

5) BERD

L'accord instituant la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), a été signé par le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz le 29 mai à Paris au cours d'une cérémonie présidée par le Président Mitterrand. Quarante-deux états et deux institutions internationales (BEI et CEE) ont aussi paraphé l'accord à cette occasion. La BERD est instituée pour financer l'aide à l'Europe de l'Est.

6) treffen der staatssekretaere der neutralen in stockholm

am 31.05./01.06. trafen sich, wie dies seit jahren der fall ist, die staatssekretaere der vier europaeischen neutralen zu politischen gespraechen, eingeladen dieses jahr von den schweden. schweden (pierre schori), oesterreich (thomas klestil) und die schweiz (klaus jacobi) waren durch die nr. 2 der aussenministerien, finnland durch den politischen direktor (aarno karhilo fuer den erkrankten staatssekretaer wihtol) vertreten, jeweils begleitet durch den botschafter sowie einen ksze- und einen regionalen spezialisten (weitere mitglieder der schweizerischen delegation: botschafter rueegg, woker, widmer). hauptgespraechspunkte waren die entwicklungen in der sowjetunion (inklusive baltische staaten), in ostmitteleuropa, die deutsche vereinigung, die ksze sowie westeuropaeische integration. bericht ueber die substanz

5.87. 80 000 39665

Datum: _____ Visum: _____

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

12

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

der gespraechе folgt im zweiten teil des wochentelex'.

die staatssekretaere beruehrten ebenfalls die zweite zusammenkunft der vier neutralen aussenminister (p.m.: erstes solches treffen auf schweizerische initiative hat im herbst 89 in y v e r d o n stattgefunden), welches auf oesterreichische einladung vom 08.-10.09. im tirol stattfinden wird. damit wird der mit yverdon markierte beginn einer strukturierten zusammenarbeit der neutralen auf politischer ebene unterstrichen.

7) Réunion du Conseil de Sécurité à Genève (25./26.5.90)

Le Conseil de Sécurité a décidé de tenir à Genève la première partie de sa séance consacrée aux récents événements en Israël et dans les territoires occupés. Cette décision, sans précédent pour Genève, s'expliquait par le désir de certains membres du CdS de permettre à Yasser Arafat - auquel les USA auraient probablement refusé un visa - de prendre la parole devant le Conseil.

N'étant pas membres de l'ONU et du CdS, notre pays n'était pas concerné directement par ces discussions. En tant qu'Etat hôte il a en revanche été amené à organiser dans un très bref délai l'encadrement pratique et la sécurité de cette réunion, ce qui a été le cas. Il serait évidemment utile de connaître tout écho dont les représentations suisses auraient connaissance au sujet de

5.87 80 000 39665	Datum: _____	Visum: _____
	Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

13

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

L'engagement de la Suisse et des autorités genevoises dans cet
exercice. K. Jacobi.

////

Copie: BRF JAC PB

NNNN

Datum: _____

Visum:

Tel. Intern _____

EDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Presse- und Informationsdienst

(standardI
listint)

Bern, den 06.06.1990

1. A. 22.14.7.3.

Interne Verteilerliste

Original direkt weitergeleitet

Betrifft: **IH + DP 23/90 vom 05.06.1990**

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
	Hr. Meier	MEF
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter Dayer	DD
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Pol. Dok. Dienst, Kanzlei pol. Sekr.		W 338
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Fivat	FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Woker	WOK
	Hr. Jenni	JE
	Hr. Pardo	PR
Dienst Frankophonie	Hr. Kammer	KJF
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Simonin	SI
	Hr. Chappuis	CFR
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Duboulet	DC
Pol. Abteilung III	Botschafterin von Grünigen	GRN
Dienst für Abrüstungs- und Nuklearfragen	Hr. von Arx	AX
KSZE-Dienst	Hr. Widmer	WI
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Dienst für Friedensfragen	Hr. Lehner	LH
Auslandschweizersekretariat	Minister Bodenmüller	BOD
Koord. Int. Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch	KJP
	Minister Gyger	GWB
Sekt. UNO und int. Org.	Hr. Hofer	HER
Berater f. europ. Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sekt. int. wissenschaftl. Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF

./.

Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Ducret	DUC
Sekt. f. kulturelle + UNESCO-Angelegenheiten	Frau Matteucci-Keller	-
Sekr. der nat. schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Godet Minister von Däniken	KT GT VDF
Sektion Völkerrecht	Hr. Baumann	BWE
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sekt. Rekr. + Ausb. des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Brogini/Hr. Peter	BRO/PM
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Welte	WP
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Bollinger Hr. Castelli	BOL CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Dir. f. Entw. Zusam. + hum. Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Del. f. Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Rädorsdorf	RAE
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Dannecker	GI/ DAN
Informationsdienst	Hr. Beti	BEI
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Forschung und Politik	Hr. Melzer	MEL
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger	Ke
CH-91	Botschafter Vallon	VAL
Zentralstelle Gute Dienste	Hr. Bill	BH

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Bern (durch Chauffeur zugestellt)
- alle Bundesräte (für Info hebdo)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan	Hamburg	Panama
Abu Dhabi	Hanoi	<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Harare	Paris (3)
Akkra	Havana	Prag
Alger	Helsinki	Pretoria
Amman	Hong Kong	Quito
Amsterdam	Houston	Rabat
Ankara	Islamabad	Rio de Janeiro
Antananarive	Istanbul	Rom
<u>Asuncion</u>	Jakarta	San Francisco
Athen	Johannesburg	San José
Atlanta	Kairo	Santiago de Chile
Bagdad	Karachi	Sao Paulo
Bangkok	<u>Khartoum</u>	Singapur
Barcelona	Kigali	Sofia
Beijing	Kinshasa	Stockholm
<u>Beirut</u> <i>NIKOSIA</i>	Kopenhagen	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kuala Lumpur	Stuttgart
Berlin/BRD	Kuwait	Seoul
Berlin/DDR	Lagos	Sydney
Bogota	La Paz	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lima	Tel-Aviv
Bonn	Lissabon	Tokio
Bordeaux	London	Toronto
Brasilia	Los Angeles	Tripolis
Brüssel+Mission	<u>Luanda</u>	Tunis
Budapest	Luxembourg	Vancouver
Buenos Aires	Lyon	Warschau
Bukarest	Madrid	Washington
Canberra	Mailand	Wellington
Caracas	Manchester	Wien
Chicago	Manila	Yaoundé
Colombo	<u>Maputo</u>	Zagreb
<u>Conakry</u>	Marseille	Riad
Dakar	Melbourne	+ Mission permanente de la Suisse
Damaskus	Mexiko	auprès des O.I., Wien
Dar es Salaam	Montreal	
Den Haag	Monrovia	
Dhaka	Montevideo	
Djeddah	Moskau	
Dublin	München	
Düsseldorf	Nairobi	
Frankfurt a/Main	New Delhi	
Genua	New York, UNO+GK	
Guatemala	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- *IH+DP*